

# **FSU Secteur éducation juin 2008**

**Note élaborée par le groupe intersyndical Formation des maîtres  
SNEP-SNES- SNESUP-SNUEP- SNUipp**

**suite aux déclarations de N.Sarkozy**

## **sur le recrutement et la formation des enseignants**

### **Extrait du discours de Sarkozy – sur le recrutement niveau master - 2 juin 2008**

*Je souhaite que l'enseignant de demain soit mieux formé, que la durée de ses études soit allongée d'un an. (...) que la place des universités dans cette formation soit pleinement reconnue. (...) c'est pour cela que nous avons décidé avec X. DARCOS des différents concours : professeur des écoles, CAPES, agrégation soient intégrés au cursus universitaire et soient ouverts à tout titulaire ou futur titulaire d'un Master II. En échange de cette année d'études supplémentaires, nous nous engageons à ce que les débuts de carrière soient revalorisés.*

*Les nouveaux concours seront mis en place dès la session 2010. D'ici là une collaboration étroite est nécessaire entre le ministère de l'Éducation nationale, qui définira le contenu des nouvelles épreuves, et le ministère de l'Enseignement supérieur chargé de la préparation des futurs professeurs au concours et donc de l'habilitation des nouveaux masters. (...) La réussite de ce projet reposera naturellement sur les universités qui devront développer assez rapidement une offre de formation diversifiée, en correspondance avec ces nouvelles exigences.*

**Ces annonces ont été accompagnées de déclarations dans la presse**, notamment sur un concours reculé au master et une entrée dans le métier à temps plein avec un « compagnonnage intensif » pour seule formation, avec la suppression des IUFM. La FSU a porté une toute autre orientation, y compris dans un cadre interfédéral (Communiqué de presse FERC/CGT- FSU- UNEF-UNL-UNSA éducation du 13 juin 2008 « une régression déguisée »)

### **Contexte**

#### **- RGPP (Révision générale des politiques publiques)**

C'est l'articulation de plusieurs chantiers : passage d'une Fonction Publique de carrière à une FP de métier (champ plus large), mise en place de la LOLF et d'une Gestion des Ressources Humaines. L'objectif est de mutualiser les personnels et services pour réduire les dépenses publiques : développer la mobilité contrainte, permettre les recrutements hors concours et faire coexister des agents de statut public et sous contrat.

#### **– Harmonisation européenne**

La stratégie de Lisbonne établit les principes européens de compétences et qualification des enseignants ; elle prévoit notamment « d'accroître leur mobilité au niveau européen » et « améliorer la qualité de la formation ».

Elle a aussi instauré le système LMD (Licence, Master, doctorat), devenu aujourd'hui cadre européen de diplomation de l'enseignement supérieur.

#### **- La LRU**

Elle instaure un climat de concurrence, supposée être un facteur de progrès, entre universités et entre universitaires. Mais dans la course aux financements privés et sans cadrage national, la formation des enseignants pèse peu...

#### **– Charte des stages étudiants dans la FP**

Les administrations proposeront deux types de stages dans les universités : des stages d'observation (avec défraiement), des stages en responsabilité (rémunérés sur la base du smic ).

### **Enjeux**

#### **Ce processus de mastérisation ne peut en aucun cas être un prétexte pour**

- supprimer les concours de recrutement
- supprimer des postes de stagiaires
- généraliser la précarité enseignante
- balayer les expériences accumulées depuis 15 ans dans les IUFM en matière de transmission des connaissances et de savoirs professionnels.

#### **La Masterisation doit au contraire permettre**

- une reconnaissance de qualification à BAC+5
- une revalorisation salariale
- une amélioration de la formation avec un adossement à la recherche
- des perspectives de formation continue et d'évolution de carrière (DU de formation de formateurs, formation qualifiante...)
- une évolution pertinente des contenus des concours

### **Rappel des mandats du congrès FSU de Marseille**

- élévation du niveau de qualification des enseignants, mise en débat de l'élévation du niveau de recrutement
- reconnaissance de la formation par un Master, adossement à la recherche
- démocratisation de l'accès aux métiers de l'enseignement

## Conséquences budgétaires

La « réforme » à venir permettra avant tout de faire de grandes économies :

- suppression des postes de stagiaires pour récupérer des moyens d'enseignement

- revalorisation qui ne profitera qu'aux futurs enseignants recrutés par concours

- économies sur les épreuves de concours

- réduction des postes des personnels BIATOSS

## Modification du recrutement des enseignants

**- Sarkozy annonce de « nouveaux concours » sans autre précision**

A quel niveau ? Avec quels contenus ? (Pochard et Silicani prônent des concours très professionnels). Pour qui ? (dans certains pays européens, le niveau de recrutement est fonction du niveau d'enseignement. Pour la FSU, l'unicité du niveau de recrutement ne saurait être remise en cause.

**- Recrutement d'enseignants non titulaires**

Les annonces budgétaires de non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant en retraite nous font craindre un recrutement limité par concours et un recours important à des personnels précaires (ce que Pochard intitule la « diversification des modes de recrutement »).

**- Les contenus des concours déterminent les formations et les masters.**

Un concours qui consisterait en une vérification de connaissances académiques (bivalence par exemple) assorti d'un entretien d'embauche (cf Silicani), accessible avec n'importe quel master, serait la négation de la

professionnalité enseignante. Il n'y aurait pas besoin de formation professionnelle, ni du potentiel IUFM.

A l'inverse, des concours très professionnels (une leçon par exemple), ne sauraient suffire. Ils doivent articuler aspects disciplinaires et professionnels. L'université doit offrir les formations adéquates et les IUFM en être les opérateurs principaux, en lien avec les autres composantes de l'Université et les différents partenaires (écoles...).

**- L'élévation du niveau de recrutement (déplacement du concours au master) devrait en théorie impliquer une augmentation du niveau de rémunération**

Sarkozy prétend que son projet de Mastérisation = revalorisation : faux ! Il s'agirait uniquement d'une revalorisation salariale des débuts de carrière, qui ne compenserait pas la perte de rémunération liée à une entrée plus tardive dans le métier.

**- Reculer la place du concours pose le problème de l'accès aux études de tous :** la FSU demande des aides et des pré-recrutements pour assurer la mixité sociale et résoudre les problèmes de vivier dans certaines filières.

## Modification de la formation, avenir des iufm

**Sarkozy annonce un allongement de la durée de formation : faux !** Elle est déjà à Bac+5.

**Sarkozy ne prononce pas le mot « IUFM ».** Les IUFM sont intégrés depuis seulement un an, leur dilution dans l'Université est un risque majeur (diminution de l'offre de formation, suppression de postes...), renforcé par la LRU et un contexte de réduction budgétaire .

**L'inquiétude des formateurs IUFM et maîtres formateurs** est grande pour l'avenir de la formation.

Même si la plupart sont d'emblée intégrés à l'université, de nombreuses questions se posent encore (maintien des sites départementaux, postes de BIATOS, rôle des maîtres formateurs...).

## Défendre la formation, c'est défendre une conception ambitieuse du métier !

**La formation des enseignants : une question politique et déterminante .**

Enseigner est un métier complexe qui s'apprend, il nécessite une formation disciplinaire et professionnelle de haut-niveau, fortement irriguée par la recherche. Elle ne peut se limiter à un simple compagnonnage, mais doit au contraire se dérouler dans le cadre d'une véritable alternance, dès le niveau licence, avec des aller-retours entre la théorie et la pratique. La formation est investissement, il est normal qu'elle coûte !

**Développer le potentiel que représentent les IUFM et la recherche en Education**

La FSU a dénoncé les conditions de l'intégration des IUFM aux universités. Pour que leurs missions ne soient pas éparpillées dans chaque discipline, ils doivent avoir les moyens d'impulser des masters en lien avec la recherche, proposer des modules de pré-professionnalisation, fonctionner en équipes pluricatégorielles... et travailler en partenariat avec les autres composantes de l'Université.

**La FSU entend mener campagne pour populariser ces idées et poursuivre les débats avec les enseignants, formateurs, universitaires, étudiants, parents sur ces questions qui concernent l'avenir de l'école et de la société.**